

BURKINA FASO

AMÉLIORER LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE À OUAGADOUGOU

Santé Sud prend la relève de Djantoli et s'engage aux côtés des autorités sanitaires et des organisations de la société civile burkinabée pour améliorer la santé sexuelle et reproductive des populations démunies.



LA PLANIFICATION FAMILIALE POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS

« J'ai 41 ans et j'ai cinq enfants. Je vis en concubinage avec les deux autres coépouses de mon mari, qui totalisent onze enfants à elles seules. Chacune d'entre nous doit se battre pour subvenir à la majorité des besoins de nos enfants, car notre mari nous donne très peu. Il faut s'occuper de leur nourriture, de leur habillement, de leur santé, de leur scolarisation... Ce que mon commerce de pagne et de chaussures me procure – un bénéfice d'environ 3 euros par mois – ne me

permet pas de couvrir tous ces besoins. Dans un tel contexte, les difficultés auxquelles nous devons faire face sont très nombreuses. Si deux de mes enfants n'ont pas eu la chance d'être scolarisés, je souhaite que les trois autres puissent aller loin dans les études, et pour cela il nous faut des moyens financiers. À cause de notre situation économique précaire et des complications que j'ai endurées dans mes accouchements, je négocie avec mon époux pour ne plus faire d'autres enfants.

On peut éviter de tomber enceinte en se rendant dans les centres de santé pour adopter une méthode contraceptive moderne, telle que les implants. Il faut appuyer les agents de santé à base communautaire pour qu'ils sensibilisent les hommes et les femmes à la contraception. Cela permet d'améliorer leur vie de couple et favorise le bien-être de tous. »

Asséta Koanda vit à Zongo, un village du district de Boulmiougou, dans la périphérie de Ouagadougou.

NOTRE ACTION

La e-santé au service de la santé sexuelle et reproductive

Le VIH sida et les complications liées aux grossesses non désirées figurent parmi les premières causes de mortalité maternelle et infantile au Burkina Faso. Bien que les services de planification familiale et de santé sexuelle et reproductive soient des priorités pour les autorités burkinabées, les besoins demeurent importants, en particulier dans les zones rurales et périurbaines.

Ce programme s'attache à renforcer l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive pour les populations de six quartiers de Boulmiougou et Bogodogo, deux districts périphériques de Ouagadougou. Dans ces quartiers, les agents de santé à base communautaire chargés de sensibiliser les habitants dans le cadre de visites à domicile et de causeries communautaires seront formés et équipés pour mieux les orienter dans leur parcours de santé. Ils seront équipés d'une application mobile développée par Djantoli, qui leur permettra d'assurer un suivi de proximité individualisé en lien étroit avec les centres de santé et de promotion sociale. Ces centres bénéficieront d'un accompagnement pour renforcer leurs capacités d'accueil et de prise en charge.

Des campagnes de sensibilisation seront diffusées par SMS auprès des populations volontaires. La société civile sera mobilisée pour construire des actions plus larges de sensibilisation portant sur la santé sexuelle et reproductive et la planification familiale.

GROUPES CIBLES : le personnel de six centres de santé et de promotion sociale et 30 agents de santé à base communautaire.

BÉNÉFICIAIRES FINAUX :
18 000 PERSONNES.

PARTENAIRES : ministère de la Santé, direction régionale de la Santé du Centre, les districts de Boulmiougou et Bogodogo, l'Association d'assistance pour les maladies infectieuses (ADAPMI), IES Femmes et Association pour le bien-être de la femme et de la famille (ABBEF).

FINANCEMENT : Agence française de développement (AFD).

// SUR LE TERRAIN



// L'enjeu

RENDRE LES POPULATIONS ACTRICES DE LEUR SANTÉ

L'adhésion des populations joue un rôle clef dans l'amélioration de leur santé sexuelle et reproductive. Informer les communautés sur les moyens de se protéger contre les maladies sexuellement transmissibles et les orienter vers les services de planification familiale et de suivi de grossesse sont des enjeux majeurs pour améliorer la santé maternelle et infantile et pour réduire la part encore importante du VIH-sida et des grossesses non désirées au Burkina Faso.

Dans les quartiers périphériques de Ouagadougou, les idées reçues et le manque d'information sont un frein à l'utilisation des services de santé. Les femmes ne se procurent pas de contraceptifs par peur de la réaction de leur communauté, et la situation est encore plus critique pour les adolescentes. À ces difficultés s'ajoute le mauvais accueil que leur fait un personnel de santé souvent peu préparé.

L'approche du projet, qui associe renforcement des services de santé communautaire et de première ligne, prend ici tout son sens. L'objectif est d'accompagner les populations à devenir actrices de leur parcours de santé sexuelle et reproductive, tout en les rapprochant des services existants qui doivent en parallèle être renforcés pour dispenser des soins de qualité. Étant eux-mêmes issus de ces communautés, les agents de santé à base communautaire sont des personnes écoutées des habitants. Mobilisés par les autorités de santé, ils ont pour mission d'être en contact avec la population pour l'informer sur ses droits en matière de santé et pour l'encourager à s'adresser aux services de santé qui maillent le territoire. Dans les six quartiers de Ouagadougou ciblés, le projet renforcera leurs compétences en santé sexuelle et reproductive et leurs capacités à assurer un suivi individualisé de qualité.

SUR LE VIF

Planification familiale : équiper les centres, former le personnel

« Nos besoins en santé sexuelle et reproductive sont nombreux, que ce soit en termes de matériel ou de formation du personnel. Les centres de santé et de promotion sociale manquent de matériel de stérilisation et d'outils pour les causeries éducatives.

Quant au personnel, il est nécessaire de renforcer ses compétences en matière de planification familiale, notamment pour les agents en contact avec la population dans le dispensaire.

Nous sommes convaincus que le programme de Santé Sud nous aidera à accroître l'adhésion de la population aux méthodes de planification familiale, tout en assurant la promotion des soins de santé de base. »

Dr Maoulata Aïcha Koama Ouattara, médecin-chef par intérim du district sanitaire de Bogodogo.

Mobiliser la société civile pour faire évoluer les pratiques au niveau communautaire

« Nous agissons en complémentarité avec les autorités sanitaires partout dans le pays, afin que les populations aient accès à une information exacte et prennent conscience de la nécessité de changer leur comportement en matière de santé sexuelle et reproductive. Nos équipes travaillent conjointement avec les services déconcentrés du ministère de la Santé, notamment les districts sanitaires et les centres de santé et de promotion sociale.

Ce programme avec Santé Sud est pour nous l'occasion d'intensifier et d'élargir notre intervention et notre visibilité, notamment auprès du public jeune, tout en renforçant les compétences de nos agents et notre collaboration avec les autorités de santé dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

Pour mener efficacement notre mission de sensibilisation, nous devons pouvoir former constamment notre personnel, renforcer notre plaidoyer et disposer d'équipements et d'outils de tout genre. »

Pamoussa Songre, président de l'Association d'assistance pour les maladies infectieuses (ADAPMI).



LA QUESTION AU **D^r François Drabo**, directeur de la promotion et de l'éducation pour la santé du ministère de la Santé du Burkina Faso

QUELS SONT VOS BESOINS POUR RENFORCER LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE ?

Il nous faut tout d'abord améliorer l'évaluation des interventions de santé communautaire pour mettre à profit les mécanismes les plus réussis. Prenons l'exemple de la planification familiale. Arrivons-nous à transmettre aux agents de santé à base communautaire ce qu'ils doivent savoir pour informer la population ? Ont-ils le matériel adéquat pour agir ? Parviennent-ils à mobiliser la communauté de manière suffisante ?

Les données qu'ils collectent et transmettent aux centres de santé sont-elles de qualité ? Comment avoir davantage de personnes modèles volontaires pour assumer ce rôle ? La santé communautaire suppose la pleine participation de la communauté. En pratique, pour que la population s'approprie véritablement sa santé, il lui faut plus que la seule action des agents de santé à base communautaire. De leur côté, les centres de santé et de

promotion sociale sont submergés, ils ne peuvent suivre tout ce qui se passe. Il faut par conséquent que les communautés s'organisent davantage, qu'elles se renforcent pour mobiliser des ressources pour ceux qui en ont besoin et qu'elles deviennent actrices de leur santé. La société civile a elle aussi son rôle à jouer pour mettre en place des actions d'ampleur qui mobilisent les communautés.

// MAYOTTE

SANTÉ SEXUELLE, DROITS ET GENRE : SANTÉ SUD VA ANALYSER LES BESOINS DES FEMMES ET DES ENFANTS À MAYOTTE

La situation des femmes et des enfants à Mayotte est préoccupante. Dans ce département qui est le plus jeune de France, et où 84 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, la violence envers les femmes est récurrente, le taux d'IVG est très supérieur à la moyenne nationale, et la mortalité maternelle six fois plus importante qu'en métropole. Sur l'île, 7 % des enfants souffrent de malnutrition aigüe.

Santé Sud va réaliser une mission exploratoire à Mayotte en vue de dresser un diagnostic de la situation et de concevoir un projet dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive suivant une approche droit et genre qui réponde aux besoins urgents de ces populations vulnérables. Cette mission est le fruit d'une convention de partenariat signée au printemps avec la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (MGEN).

// TUNISIE

DES BONNES PRATIQUES DE PROTECTION DE L'ENFANCE EN TUNISIE : UN PARI RÉUSSI

Sous l'impulsion de Santé Sud, les modalités de protection de remplacement des enfants sans soutien familial en Tunisie ont été revues dans le cadre d'une large concertation entre société civile et pouvoirs publics. Cette avancée importante est le fruit d'un programme de trois années qui s'est clôturé fin 2018.

Un de ses temps forts est l'adoption d'un référentiel de qualité, élaboré de manière concertée, qui définit des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et sensibilise les parties prenantes à la prise en compte systématique de l'intérêt supérieur de l'enfant dans leurs actions. Santé Sud est parvenue ainsi à changer le regard des équipes des pouponnières du pays au sujet de la prise en charge institutionnelle, qui doit être la plus brève possible. Grâce à de nombreuses formations, le soutien affectif et le suivi psychologique des bébés sont devenus aussi prioritaires pour ces professionnels que leur alimentation et leur hygiène. Le Réseau Amen Enfance Tunisie (RAET), rassemblant 13 pouponnières associatives, a vu ses compétences nettement renforcées.

Onze forums ont permis aux acteurs publics et associatifs de la protection de l'enfance de débattre, d'échanger et de valider toutes ces avancées.



// MALI – BURKINA FASO

LES SAVOIR-FAIRE DE DJANTOLI ET DE SANTÉ SUD DÉSORMAIS RÉUNIS

Santé Sud et Djantoli, association spécialisée dans le suivi communautaire de la santé maternelle et infantile au Mali et au Burkina Faso, ont décidé de tirer parti de leurs complémentarités et de leurs valeurs communes pour se rapprocher. Cette décision s'est concrétisée par une opération de fusion de Djantoli au sein de Santé Sud en décembre 2018.

Djantoli se distingue notamment par la pertinence de son principe d'intervention. L'association parvient à établir un contact étroit avec les populations vulnérables pour les sensibiliser à leur santé et les orienter vers les services publics existants pour assurer la prise en charge de leurs besoins. Son application mobile est un outil qui ajoute beaucoup de valeur à leur action, en servant de guide aux agents et en augmentant l'efficacité du suivi de la population.

VALORISEZ-VOUS : SOYEZ NOTRE SOUTIEN !

JE FAIS
UN DON

Ce programme est financé par :



Santé Sud est soutenue par :



SANTÉ SUD est une ONG de solidarité internationale, reconnue d'intérêt général, qui agit pour un accès durable à des soins de qualité dans les pays en développement en accompagnant les initiatives locales.

Santé Sud est une association de GROUPE SOS Action Internationale.

